

Chaîne humaine : pour une autre politique migratoire !

Soyez le maillon essentiel au changement de la politique migratoire européenne! **Le mercredi 20 novembre 2013 à 15h** nous vous proposons de participer à une chaîne humaine entre l'arrêt de tram 'Droits de l'Homme' et l'arrêt 'Parlement Européen'. Aidons les droits humains à rentrer au Parlement Européen et devenir l'essence de la politique migratoire. La participation de chacun d'entre vous compte!

Nous serons accompagnés par la liste de 17 306 personnes mortes en essayant d'entrer dans la "forteresse Europe".

Cette action est réalisée dans le cadre de la semaine de la solidarité internationale par un collectif d'associations, Teje, CCFD-Terre Solidaire, ATMF Association des Travailleurs Maghrébins de France, La Cimade, Ingénieurs sans frontières, la Pastorale des migrants, les Voix Libres, l'Amsed, Oxfam, UDEES union des étudiants étrangers de Strasbourg, la CARES coordination des associations des résidents étrangers de Strasbourg, Colecosol, MRAP

Nous comptons également avec la participation et le soutien de trois eurodéputés engagés sur la question des migrations : Marie-Christine Vergiat, Jürgen Klute et Cornelia Ernst.

Pour une autre politique migratoire

En mars dernier, quelques mois avant le drame récent de Lampedusa, le Forum Social Mondial de Tunis a mis en avant une liste de 17 306 personnes mortes en essayant d'entrer dans la "forteresse Europe" ces 20 dernières années. Ces morts ne sont pas dues à la fatalité, ni aux passeurs voraces, ni aux pêcheurs indifférents. Elles sont le résultat d'une guerre que la "forteresse Europe" mène contre les migrants, par le biais de son agence de gestion des frontières extérieures, FRONTEX.

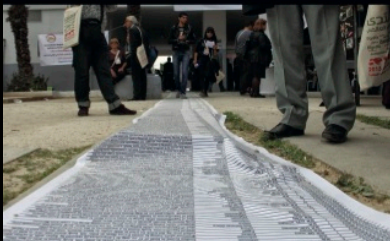
Une guerre ? Comment nommer autrement un système coordonné de surveillance qui depuis 2011 fait appel aux technologies de pointe pour militariser les frontières extérieures de l'Union Européenne afin de limiter le nombre d'immigrants que la misère et les persécutions poussent à quitter leur pays?

Comment appeler la collaboration imposée par l'Europe aux pays de transit des migrants afin qu'ils jouent le rôle de garde-chiourmes et les dissuadent de prendre la route du Nord au prix d'arrestations, mauvais traitements, séquestrations?

Il est urgent d'agir au niveau européen en réaffirmant l'intangibilité du droit international : les pays membres de l'Union Européenne ont signé la Convention de Genève sur le statut des réfugiés. Seule une application effective de cette convention, notamment par la délivrance de visas, permettra d'éviter les drames en Méditerranée. L'Union Européenne ne doit pas confier la responsabilité des réfugiés (politiques, économiques ou climatiques) aux pays non-européens qui ne leur assurent aujourd'hui aucune protection effective. Cela pousse des personnes fuyant les conflits, comme les Syriens, à prendre la mer au péril de leur vie. Les investissements économiques et l'aide au développement aux pays du Sud de la Méditerranée ne doivent pas être conditionnés à la mise en place des dispositifs de contrôle de flux migratoires, mais s'inscrire dans une dynamique d'égal à égal. Les accords entre FRONTEX et les pays tiers doivent être validés par le Parlement Européen, ce qui n'est pas le cas actuellement. Une autre vision de la coopération avec les pays voisins au Sud de la Méditerranée doit être portée.

Ce changement de vision est urgent. Nous voulons une politique européenne d'asile et d'immigration basée sur le respect des droits des personnes migrantes plutôt que sur la répression. Nous militons pour une autre politique migratoire à travers la campagne FRONTEXIT et nous demandons aux Etats européens de ratifier la convention des Nations Unies pour la protection des droits des travailleurs migrants et de leurs familles.

Liste des 17306 personnes mortes en essayant de rentrer dans la "forteresse Europe"



« TOUTE PERSONNE
A LE DROIT DE QUITTER
TOUT PAYS,
Y COMPRIS LE SIEN,
ET DE REVENIR
DANS SON PAYS »

Article 13
de la Déclaration Universelle
des Droits de l'Homme



Human chain for an alternative migration policy

Be the essential link for European migration policy change! **Wednesday the 20th of November at 3pm**, we invite you to participate in a human chain between the "Droits de l'Homme" and the "Parlement européen" tram stops in Strasbourg. Let's help human rights enter the European Parliament and become the core of its migration policy. The participation of each and every one of you counts!

We will be accompanied by a list of 17306 people who died trying to enter "Fortress Europe".

This action is carried out in the context of International Solidarity Week by a collective of organisations : Teje, CCFD-Terre Solidaire, ATMF Association des Travailleurs Maghrébins de France, La Cimade, Ingénieurs sans frontières, la Pastorale des migrants, les Voix Libres, l'Amsed, Oxfam, UDEES union des étudiants étrangers de Strasbourg, la CARES coordination des associations des résidents étrangers de Strasbourg, Colecosol, MRAP.

And the support of three MEPs committed to the subject of migration: Marie-Christine Vergiat, Jürgen Klute and Cornelia Ernst

For an alternative migration policy

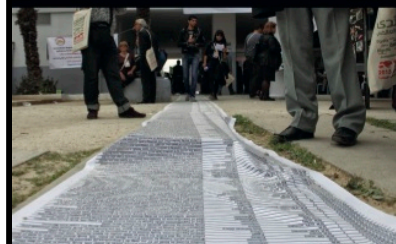
Last March, a few months before the tragedy in Lampedusa, the Tunis World Social Forum issued a list of 17306 people who have died trying to enter "Fortress Europe" over the past 20 years. These deaths are not a fatality, nor are they caused by greedy smugglers or indifferent fishermen. They are the result of a war being waged by "Fortress Europe" against migrants, through the agency managing its external borders, FRONTEX.

A war? What else can we call a coordinated surveillance system, which, since 2011, uses the latest technology to militarize the EU external borders in order to restrict the flow of immigrants forced to leave their country by misery and persecution? What else can we call the collaboration imposed by Europe on the transit migration countries, which forces them to play the part of the prison warden dissuading migrants from taking the northern road through arrests, ill-treatment and sequestrations?

It is urgent to act at a European level by reaffirming the intangibility of international law: the member countries of the EU have signed the Geneva Convention on the Rights of Refugees. Only the effective application of this Convention, in particular through the issuing of visas, will make it possible to avoid tragedies in the Mediterranean. The European Union must not transfer the responsibility of the refugees (political, economic or climatic) to non-European countries which guarantee them no effective protection. This pushes people fleeing conflicts, such as Syrians, to take to the sea and thus endanger their lives. The economic investments and public aid to developing countries south of the Mediterranean must not be determined by the implementation of migratory flows control measures, but instead should be considered and decided in the context of a balanced relationship. The agreements between FRONTEX and non-EU countries must be approved by the European Parliament; this is currently not the case. A new perspective on cooperation with non-EU neighboring countries south of the Mediterranean must be undertaken.

This change of perspective is urgent. We want European immigration and asylum policies to be based on respect for the rights of migrant peoples instead of on repression. We campaign for another set of migration policies through the "FRONTEXT" campaign, and we ask the European states to ratify the UN convention on the Protection of the Rights of All Migrant Workers and Members of Their Families.

Liste des 17306 personnes mortes
en essayant de rentrer
dans la "forteresse Europe"

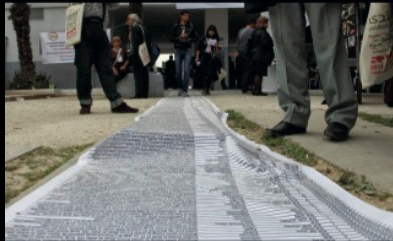


« TOUTE PERSONNE
A LE DROIT DE QUITTER
TOUT PAYS,
Y COMPRIS LE SIEN,
ET DE REVENIR
DANS SON PAYS »

Article 13
de la Déclaration Universelle
des Droits de l'Homme



Liste des 17306 personnes mortes
en essayant de rentrer
dans la "forteresse Europe"



« TOUTE PERSONNE
A LE DROIT DE QUITTER
TOUT PAYS,
Y COMPRIS LE SIEN,
ET DE REVENIR
DANS SON PAYS »

Article 13
de la Déclaration Universelle
des Droits de l'Homme



Cadena humana : por otra política migratoria!

Sea el eslabón indispensable al cambio de la política migratoria europea! El **miércoles 20 de noviembre de 2013 a las 3pm** le proponemos participar en una cadena humana entre la parada de tranvía 'Droits de l'Homme' y la parada 'Parlement Européen'. Ayudemos a los derechos humanos a que entren en el Parlamento Europeo y volverse la esencia de la política migratoria. La participación de cada uno cuenta!

Nos acompañará la lista de 17 306 personas que murieron intentando entrar en la 'Europa fortaleza'.

Esta acción es realizada en el contexto de la semana de la solidaridad internacional por un colectivo de asociaciones : Teje, CCFD-Terre Solidaire, ATMF Association des Travailleurs Maghrébins de France, La Cimade, Ingénieurs sans frontières, la Pastorale des migrants, les Voix Libres, l'Amsed, Oxfam, UDEES union des étudiants étrangers de Strasbourg, la CARES coordination des associations des résidents étrangers de Strasbourg, Colecosol, MRAP

Contamos también con el apoyo y la participación de tres eurodiputados comprometidos con la causa de los migrantes: Marie-Christine Vergiat, Jürgen Klute y Cornelia Ernst.

Por otra política migratoria

El pasado mes de marzo, algunos meses antes del reciente drama de Lampedusa, el Foro Social Mundial de Túnez sacó una lista de 17 306 personas que murieron intentando entrar en la Europa fortaleza estos últimos 20 años. Estas muertes no son el resultado de la fatalidad, ni de los pasadores voraces, ni de los pescadores indiferentes. Son el resultado de una guerra que la fortaleza Europa lleva contra los migrantes, con su agencia de gestión de las fronteras exteriores, FRONTEX.

Una guerra? Como nombrar de otra manera un sistema coordinado de supervisión que desde el 2011 utiliza tecnología de punta para militarizar las fronteras exteriores de la Unión Europea con el fin de limitar el número de inmigrantes que la miseria y las persecuciones obligan a dejar sus países?

Como llamar la colaboración impuesta por Europa a los países de tránsito de migrantes con el fin de que jueguen el rol de guardianes disuadiéndolos de tomar las rutas del Norte con arrestaciones, malos tratos, secuestros?

Es urgente actuar a nivel europeo reafirmando la intangibilidad del derecho internacional : los países miembros de la Unión Europea firmaron la convención de Ginebra sobre el estatus de los refugiados. Solo una aplicación efectiva de esta convención, sobretudo la expedición de visas, permitiría evitar los dramas en el Mediterráneo. La Unión Europea no debe confiar la responsabilidad de refugiados (políticos, económicos o climáticos) a los países no europeos que no les aseguran hoy ninguna protección efectiva. Esto lleva a las personas que huyen conflictos, como los sirios, a arriesgar sus vidas. La inversión económica y la ayuda al desarrollo a los países del Sur del Mediterráneo no deben ser condicionadas a la implantación de dispositivos de control de flujos migratorios, pero inscribirse en una dinámica de igual a igual. Los acuerdos entre FRONTEX y los países terceros deben ser validados por el Parlamento Europeo, lo que no es el caso actualmente. Otra visión de la cooperación con los países vecinos al Sur del Mediterráneo debe proponerse.

Este cambio de visión es urgente. Queremos una política europea de asilo y de inmigración basada sobre el respeto de los derechos de las personas migrantes en vez de la represión. Militamos por otra política migratoria a través de la campaña FRONTEXIT y pedimos a los Estados europeos ratificar la convención de las Naciones Unidas por la protección de los derechos de los trabajadores migrantes y sus familias.

